

Bulgarie : retour sur la garde à vue de B. Borissov

Description

Le 17 mars 2022, l'ancien Premier ministre Boïko Borissov, dirigeant le principal parti d'opposition (GERB, centre droit), a été interpellé à son domicile (qui a immédiatement perquisitionné) avant d'être placé en garde à vue. Deux de ses plus proches collaborateurs, l'ancien ministre des Finances Vladislav Goranov et sa porte-parole Sevdelina Arnaudova, ont également été arrêtés le même jour. Ces mesures interviennent à la suite de l'audition de six témoins, dont l'actuel Premier ministre Kiril Petkov (formation Continuons le changement) : ce dernier a récemment fait part en audience publique de certaines allégations émanant du milliardaire Vassil Bozhkov, qui accuse B. Borissov et ses deux collaborateurs d'avoir voulu lui extorquer 10 % de ses gains de la loterie entre 2009 et 2021, alors que le politicien exerçait les fonctions de chef de gouvernement. Les affirmations de V. Bozhkov, ancien associé d'Ilya Pavlov et de Mladen Mihaïlov, deux figures emblématiques de la criminalité organisée bulgare, n'ont pas totalement convaincu le bureau du Procureur. Si plusieurs témoins ont confirmé que V. Bozhkov avait rencontré à plusieurs reprises B. Borissov et V. Goranov, le contenu des échanges reste ignoré. Quant à V. Bozhkov, il n'a lui-même pas été entendu par la justice dans le cadre de cette affaire.

L'ancien Premier ministre a été libéré après 24 heures de garde à vue. Il a alors déclaré qu'il avait été traité de manière « brutale », comme on le faisait sous le régime socialiste, alors que l'accusation n'avait aucun élément de preuve contre lui. Il tient le gouvernement actuel, et en particulier le Premier ministre Kiril Petkov, pour responsable de son arrestation. Son avocat, Maître Menko Menkov, a annoncé l'intention de son client de déposer plainte contre l'actuel chef du gouvernement. Il crie également au scandale, car il n'aurait pas été informé des charges retenues contre son client et estime que les droits de la défense ont été bafoués au cours de la garde à vue.

Le dossier judiciaire ne comprendrait pas suffisamment d'éléments probants attestant de la culpabilité des trois politiciens. L'avocat a donc décidé de publier la totalité des documents transmis par les services de police sur sa page Facebook. Initiative peu appréciée par le ministre de l'Intérieur, qui relève que les investigations sont toujours en cours. D'ailleurs, les enquêteurs doivent transmettre prochainement aux services du procureur de nouvelles preuves (clés USB, vidéos et communications téléphoniques).

Ce différend entre les deux ministres est de nature à entretenir chez les militants anti corruption les soupçons de proximité entre les services du Procureur et B. Borissov, une suspicion qui avait provoqué de nombreuses manifestations de rue contre la corruption à partir du mois de juillet 2020.

Sources : *Standart, 24 Chasa, Mediapool, Nova TV.*

date créée

27/03/2022

Champs de mots

Auteur-article : Stéphan Altasserre